ak

ÉCONOMIE ■ ENQUÊTE

Patrimoine industriel: l'inquiétude

La qualité et l'excellence de la technologie du secteur des machines sont convoitées par des groupes étrangers qui, après avoir acheté les entreprises, délocalisent la production.

LAURENCE ARTHUR

Castolin, Gardy, Stellram: plusieurs entreprises familiales suisses établies sur La Côte et rentables, sont rachetées par des compagnies étrangères. Ces dernières se sont engagées à respecter la Loi fédérale sur le travail. Malgré le contrôle de l'application des règles par une cellule du Service de l'emploi, la panique gagne du terrain. Les rumeurs de restructuration se multiplient. L'Observatoire du marché du travail a lancé une étude d'envergure sur les 2800 entreprises du secteur industriel vaudois, afin d'établir une photographie de la situation. Elle mettra éventuellement en évidence l'opportunité d'organiser des assises. «Ce travail technique permettra d'établir les faits et de reconnaître si des mesures politiques doivent être prises.» Les résultats devraient être publiés au printemps 2002.

Cette initiative répond à une résolution de Michèle Gay Vallotton déposée au mois de mai. La députée socialiste a demandé à convoquer des assises «pour étudier toute solution permettant de sauvegarder le secteur industriel et les centres de formation de notre canton à l'heure actuelle gravement menacés.» Ces assises, dont l'objectif est de rassembler syndicats, patronats et représentants cantonaux sont vivement réclamées par la FTMH.

Pondération

De son côté, le Département de l'économie pondère. Dans sa réponse à Michèle Gay Vallotton au mois de novembre, il ne juge pas nécessaire d'organiser une telle rencontre dans l'immédiat. Il estime que «l'emploi industriel n'est pas en péril dans notre canton. Le tissu économique se modifie et évolue.»

Cette position avait déjà été précédemment soutenue par la conseillère d'Etat Jacqueline Maurer dans une intervention au Grand Conseil. Roger Piccand, chef du Service de l'emploi rassure: «Il ne s'agit pas de faire de l'acharnement thérapeutique sur le dos des contribuables pour maintenir une industrie. Nous sommes dans un processus de mutation. D'autres entreprises s'installent et se développent comme Medtronic ou encore Nestlé. D'autre part, une multitude de petites entreprises de moins de dix employés constituent le terreau vivace de l'industrie du canton.» Michèle Gay Valotton acquiesce en partie: «Je ne dis pas que tout doit perdurer. Mais il faut rendre le débat le plus public possible. Eviter une analyse unilatérale.»

Le syndrome Castolin

Délocalisation, démantèlement, licenciements, pillage des technologies de pointe et plus généralement perte d'acquis sociaux menacent la place industrielle. Le cas de Castolin, à Saint-Sulpice est exemplaire. En dix mois, la multinationale vaudoise a été rachetée, restructurée, la production a été délocalisée *(voir box photos)*. Les employés cèdent aux pressions de la direction. Malgré des contre-propositions pour maintenir le site de production, ils assistent impuissants à la mise à mort de leur entreprise.

Or, le syndrome Castolin fait craindre qu'une épidémie gagne les industries et notamment celles qui sont rachetées par des groupes étrangers. Leurs sièges éloignés des sites de production, déconnectés de la réalité du terrain, leur fait parfois prendre des décisions de restructuration prématurées. Les employés de Gardy SA ont réussi à sauver leur place in extremis après une menace de fermeture à la fin de l'année 2001, par exemple. D'autres entreprises sur le canton sont dans le collimateur de la FTMH. D'âpres négociations sont en cours. Elles sont tenues secrètes, afin de préserver un minimum de chances de les voir aboutir.

«Il n'y a jamais eu autant de fréquentation des assemblées du personnel. La colère monte. Les travailleurs prennent conscience de ce qui se passe. L'industrie des machines va mal», décrit Yves Defferrard, secrétaire syndical de la FTMH. La répétition de certains scénarios inquiète. Lorsqu'elles sont rachetées, certaines entreprises n'ont plus de directeur général muni d'un véritable pouvoir exécutif. Les décisions se prennent à Francfort pour Stellram, à Neumarkt en Autriche pour Gardy SA, par exemple. Machines, moules sont déplacés dans des lieux de production à l'étranger. Les groupes envoient des techniciens pour étudier le savoir-faire ou invitent les spécialistes suisses à expliquer les méthodes dans les succursales étrangères. Ils assurent la clientèle que leurs commandes continueront d'être honorées dans le même esprit de qualité. La production en Suisse est réduite et peut tendre à disparaître complètement sous prétexte qu'il est «inutile de fabriquer deux fois à deux endroits différents le même produit», comme l'explique Michael de Keuwer, l'un des sous-directeurs de Stellram. □

Emplois perdus



STELLRAM À GLAND Fabrique d'outils de coupe haute précision industriels. Création en 1929 dans le canton de Thurgovie par Frederic Eisner. Emploie 300 travailleurs sur les sites de Nyon et de Gland en 1995. Rachat par la multinationale américaine Allegheny Teledyne Company en 1996. En 1999, Stellram abandonne ses locaux à Nyon. Terry Smith, directeur général de l'époque, clamait (*24 heures* du 18 mars 1999): «Cette réorganisation spatiale n'entraînera aucune suppression d'emplois.» Le groupe investit d'ailleurs 10 millions dans des travaux. La même année, une partie de la production est délocalisée aux Etats-Unis. Restent 96 employés à Gland en 2000.



CASTOLIN À SAINT-SULPICE Fondé en 1906 par Jean-Pierre Wasserman. Leader des technologies de soudure. 1600 employés dont 160 à Saint-Sulpice en 2000, lors de l'achat par le groupe allemand Messer au mois de juillet. Mai 2001, 110 collaborateurs sur 160 de Saint-Sulpice sont licenciés. La production est délocalisée en Irlande, en France et en Allemagne. Le site fermera définitivement ses portes en mars 2002. Les contre-propositions du personnel pour sauver trois quarts des emplois n'ont pas été entendues. Les employés baissent les bras dans la crainte de perdre tout droit à un plan social.



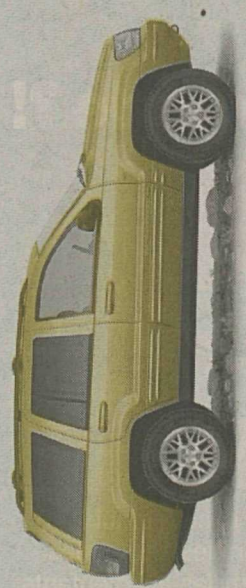
TESA À ROLLE (RENENS ET LE LOCLE) Elle est spécialisée dans l'industrie de précision. Elle fabrique des appareillages de mesure et des articles électriques utilisés notamment dans l'aéronautique. Fondée en 1941 à Renens, l'entreprise a été rachetée par l'américain Browne & Sharpe. En 2000, l'usine est cédée au groupe suédois Hegaxon. Des 800 collaborateurs, la production n'en compte plus que 350, dont 80 à Rolle.



GARDY À PRÉVERENGES Créée en 1890, la société fabrique du matériel électrique. Elle occupe 110 personnes en 1995 lors du rachat par ABB. Le groupe autrichien Kuvag devient propriétaire de l'entreprise en 1997. Il ne reste plus qu'une quinzaine d'employés. La multinationale rapatrie une partie des machines et de la production en Autriche. Elle annonce, en été 2001, sa volonté de fermer le site suite à des prévisions 2002 pessimistes. Suite à une grève et des négociations durant l'automne, un plan social est obtenu pour les travailleurs. Finalement, le site de production est maintenu.

Photos: Alain Rouèche

Jeep
THERE'S ONLY ONE



Jeep Grand Cherokee 4,7 Overland. La plus puissante Grand Cherokee jamais construite! Son agencement aristocratique n'a d'égal que sa puissance imposante – et inédite. Bref, la Jeep pur luxe! Depuis la motorisation jusqu'à l'équipement. Chez votre concessionnaire Chrysler Jeep.

Nouveau

NYON ■ GRÈVE EN SOLITAIRE

Instituteurs et universitaires main dans la main

Impressionnant silence, hier au collège de Nyon-Marens. Sur 600 élèves, seuls cinq s'étaient rendus à l'école pour se mettre au bénéfice du service de garde imaginé par les grévistes.

Alors que les syndicats ne voulaient pas de grève pour le 29 novembre (*24 heures* d'hier), ils ont passé outre. «Nous ne sommes pas des irréductibles. Ce que nous voulons montrer, c'est que les enseignants brevetés et les profs universitaires qui travaillent de la même manière dans cet établissement désirent un alignement des périodes vers le bas, soit 25 pour tous», insiste Felice Putzu, l'un des grévistes.

Il s'est souvent raconté que les «instits» et les universitaires ne s'aimaient pas trop. Les syndicats estiment même que le Conseil d'Etat a misé sur cette inimitié pour proposer un rallongement de travail ne touchant que les universitaires. L'action des 44 maîtres nyonnais vise donc avant tout le basculement de ce préjugé.

Reste à savoir si ces enseignants isolés ne seront pas sanctionnés.



Maîtresses et maîtres du collège de Nyon-Marens ont débrayé, hier, pour un horaire unique à 25 périodes. Georges Meyrat

Mercredi, deux préavis de grève ont été envoyés au Conseil d'Etat pour annoncer ce débrayage. Les syndicats estiment cette démarche suffisante.

Au Département formation et jeunesse, tout le monde n'est pas convaincu: «Juridiquement, cela ne tient pas», estime l'un des responsables.

L'action a duré toute la journée d'hier et ne sera pas reconduite: «C'est une action sporadique qui démontre par les faits que les universitaires et les brevetés peuvent être solidaires, collaborer et même faire la grève ensemble», conclut une autre maîtresse.

L. Bs

NAISSANCES

carnet de la maternité Clinique de La Source

Jérémy a la grande joie d'annoncer la naissance de sa petite sœur

Estelle

22 novembre 2001
Patricia et Michael POEHLER-MUTRUX
Brume 4, 1110 Morges

carnet de la maternité Clinique de La Source

Fernando et Evelyn ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Lisette, Sylvia

BARRIENTOS
24 novembre 2001
Av. Tir-Fédéral 16, 1024 Ecublens

carnet de la maternité Clinique de La Source

Leonor et Renaud BETTINGER-POZZI ont la grande joie d'annoncer la naissance d'

Andres

26 novembre 2001
Pré-Fontaine 33, 1023 Crissier

carnet de la maternité Clinique de La Source

Gino et Anna D'AGOSTINO ont la grande joie d'annoncer la naissance d'

Ines

27 novembre 2001
Ch. des Placettes, 1041 Bottens

jacadi
0 - 12 ans
le 6 décembre
Surprise St-Nicolas
vient dès 16 h
Rue de la Paix 3 - 1003 Lausanne
Tél. 021/323 04 87
campart@vtxnet.ch
www.original.ch/jacadi

Boutique Tartine...
Enfants de 0-12 ans
Future maman
Puériculture
Liste de naissance
Rue Enning 8 - 1003 Lausanne
✆ (021) 320 05 40